

1987, chapitre 2

LOI MODIFIANT LA LOI AUTORISANT LES MUNICIPALITÉS À PERCEVOIR UN DROIT SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Projet de loi 45

présenté par M. André Bourbeau, ministre des Affaires municipales

Présenté le 8 mai 1986

Principe adopté le 6 novembre 1986

Adopté le 12 mars 1987

Sanctionné le 23 mars 1987

Entrée en vigueur: le 23 mars 1987

Loi modifiée:

Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39)





CHAPITRE 2

Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières

[Sanctionnée le 23 mars 1987]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. M-39,
a. 15, mod.

1. L'article 15 de la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39) est modifié par la suppression, dans la troisième ligne du paragraphe *b*, des mots « ou un boisé ».

c. M-39, a.
17, mod.

2. L'article 17 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne du paragraphe *d*, des mots « ou comme un boisé ».

c. M-39, a.
21, mod.

3. L'article 21 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « ou comme un boisé »;

2° par la suppression, dans la deuxième ligne du quatrième alinéa, des mots « ou comme un boisé ».

Entrée en
vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le 23 mars 1987.